

Au point de vue de la situation politique, le Congrès Radical-Socialiste, le Conseil National S.F.I.O. et le Congrès de l'Alliance Démocratique de Flandin ont montré qu'autant les forces du Front Populaire que celles de l'opposition à sa majesté préféreraient maintenir le statu quo et laisser faire Chautemps et son ministre des Finances, Bonnet. Les radicaux-socialistes plutôt que de discuter les problèmes de la situation intérieure, de réagir contre le fait que la discipline « républicaine » leur avait fait faire les frais de succès électoraux du Front Populaire, ont préféré masquer les choses avec un grand discours de ce magistral démagogue qu'est Herriot sur la situation internationale. L'essentiel n'est-il pas de maintenir l'Union Sacrée qui est quand même une condition de la « reprise économique » basée sur les armements ? Maintenir « la pause » avec Chautemps, mais maintenir les ouvriers dans les tenailles du Front Populaire, voilà ce qui leur apparaît comme la seule issue à la situation actuelle. Et si l'on prend le parti d'opposition de Flandin c'est à peu près la même chanson. Raynaud fera bien le procès de la politique financière du Front Populaire, redira que la dévaluation s'est faite trop tard (comme si le capitalisme pouvait toujours choisir les meilleures circonstances pour effectuer ses manœuvres monétaires) mais en conclusion on glorifiera le soutien de « la pause » et l'union de tous les Français qui se ferait s'il y avait un danger extérieur.

A la S.F.I.O., la seule note qui jettera un peu de troubles seront les événements au Maroc. N'est-ce pas Blum lui-même qui nomma le général Noguès qui vient de s'illustrer avec le massacre d'exploités marocains ? Et les événements qui viennent de se dérouler dans les colonies, où les troupes françaises sont intervenues partout, à Fez, à Rabat, à Marakech, pour rétablir l'ordre, où une saignée de sang « Front Populaire » a été faite, ne pourraient-ils pas ouvrir les yeux aux exploités français ? Il fallait donc donner à ces événements une teinte « ouvriériste ». L'« Humanité » se chargera de donner la chasse aux « agents du fascisme » qui sont aussi les paysans marocains en quête d'eau pour leurs terres desséchées par des colons rapaces. Blum s'en est tiré encore une fois au sujet de ces problèmes comme pour les autres en faisant, comme Herriot, de la démagogie sur la situation internationale. Les socialistes comme les radicaux sont mécontents du Front Populaire, mais il faut qu'il continue car c'est la seule politique correspondante aujourd'hui aux intérêts du capitalisme. Les discours « révolutionnaires » de Pivert ne sont dans ces débats que le poivre que l'on jette sur la salade confusionniste et d'ailleurs l'on préfère ce poivre à celui de Daniel Guérin qui eut son mandat invalidé afin que, comme délégué du Maroc, il ne puisse commettre une maladresse gênante pour Moutet, qui est quand même ministre des Colonies.

Le Front Populaire tient solidement, mais les événements l'obligent chaque jour à effectuer des contorsions qui indiquent que la situation n'évolue pas vers un mieux. Aux colonies, c'est le massacre impitoyable des exploités qui, il y a un an, étaient conviés à de grandes manifestations « populaires » et que l'on appelait à applaudir le général Noguès. En France, ce sont les arbitrages de quatre mois et la compression des conditions de vie des ouvriers (la politique de Chautemps envers les fonctionnaires, marque comme c'est la tradition en France, la politique générale que l'on entend suivre envers les ouvriers et cette politique est caractéristique ainsi que le prouvent les protestations des fonctionnaires).

Nous l'écrivions il y a plusieurs mois : dès que l'Exposition fermera ses portes, que les lampions seront éteints, la réalité sociale apparaîtra, nue, avec tous ses problèmes et les coups décisifs pour qui le terrain aura été préparé pourront être donnés efficacement.

Le Front Populaire continue... mais jusqu'à quand ?

Le droit au soulèvement armé

Dernièrement, le « Frente Libertario » (26 octobre) écrivait en tête de son éditorial : « Que personne n'attise la colère populaire, parce que le peuple trompé et basculé dispose toujours d'une arme terriblement efficace et terriblement dangereuse : le soulèvement armé ».

Que se passe-t-il donc pour que les anarchistes, après un an et demi de guerre capitaliste, découvrent qu'il existe un chemin que les exploités pourraient emprunter pour lutter contre le gouvernement républicain ? Tout d'abord, une situation économique où le poids de la guerre commence à peser sur les masses qui en font tous les frais. Ensuite, une répression permanente de Negrin contre les ouvriers révolutionnaires. Enfin, des « trahisons » trop flagrantes de généraux républicains qui ont qu'une seule tâche, laisser le plus possible d'ouvriers sur les champs de batailles.

Oh ! que l'on ne s'y méprenne pas : les anarchistes madrilènes qui écrivent des choses si extrêmes n'ont pas du tout l'intention d'emprunter le chemin de la lutte des classes. Ils avertissent le gouvernement qu'au sein des masses existe cette disposition alors que pour leur part, ils sont disposés « par tous les moyens d'influence morale qu'ils ont à leur disposition d'empêcher que cela (la disposition parmi les masses au soulèvement. N.D.R.), qui apparaît aujourd'hui comme possible, se convertisse demain en une réalité douloureuse ». Ces gens veulent donc « ouvrir les yeux » à Negrin, probablement pour qu'il recoure à d'autres moyens (lisez à leurs bons services) pour continuer la guerre.

Ainsi se trouve confirmé ce que nous écrivions dans le dernier numéro de la revue : il existe aujourd'hui une lassitude parmi les ouvriers espagnols et la répression gouvernementale, la terreur centriste n'y changeront rien. Le fait que la campagne « antifasciste » autour des mineurs asturiens n'ait presque pas donné de résultats et que Gyon soit tombée sans remuer les couches ouvrières qui ont laissé les socialo-centristes cracher leurs calomnies sur « l'indiscipline » des ouvriers asturiens « cause de la défaite », est déjà un symptôme marquant de l'état de la situation en Espagne.

D'ailleurs, la fuite de Negrin à Barcelone, centre prolétarien de l'Espagne républicaine, prouve que la bourgeoisie veut éviter des aventures du type de Mai et être en condition d'étouffer de suite les mouvements prolétariens.

Ce qui aujourd'hui tient debout tout l'appareil de la guerre, tant du côté de Negrin que de Franco, c'est bien plus la situation internationale que les problèmes propres à l'Espagne. Eden, dans son grand discours aux Communes, a bien mis en évidence que les républicains comme les nationaux étaient ravitaillés, malgré la non-intervention, les patrouilles navales en Méditerranée, presque dans la même mesure. Ainsi, Londres fournit des capitaux dans la même proportion à Negrin et à Franco. La Russie fournit à l'Espagne (qui est devenue son premier client) tout le matériel belliqueux nécessaire, sans oublier le pétrole qu'elle fournit à l'Italie pour compte de Franco. L'Allemagne, l'Italie vendent à Franco ce qu'il lui faut et, officieusement, la France et la Grande-Bretagne ne manquent pas de participer aux envois à ce nouveau marché. Quand Eden envisage la reprise du commerce ouvert avec Franco, il ne vise qu'à supplanter les produits allemands et italiens, en somme à légaliser une situation de fait.

Encore dernièrement, une note non démentie officiellement, était publiée par le « Journal » où il était question d'envoi de wagons de blé (en transit ou de provenance italienne ?) qui avaient été expédiés à Port-Bou afin que le gouvernement Negrin